

Réconciliation à l'ère Trudeau : des milliards et des déceptions, disent des Autochtones



Chaque parti peut présenter 338 candidats, soit un par circonscription canadienne.

PHOTO : THE CANADIAN PRESS / JUSTIN TANG

Laurence Niosi

Publié le 16 septembre 2019

En devenant premier ministre, Justin Trudeau s'est engagé à faire de la réconciliation avec les peuples autochtones son cheval de bataille. En dépit des promesses et des milliards de dollars versés aux communautés, des militants autochtones dressent un bilan mitigé du mandat du gouvernement libéral.

En décembre 2015, peu après son élection, Justin Trudeau avait promis d'engager une nouvelle ère avec les peuples autochtones. « Et je vous donne ma parole que nous allons renouveler et respecter cette relation », avait-il dit lors d'une cérémonie lors de laquelle il a formellement présenté ses excuses aux survivants des pensionnats autochtones.

Quatre ans et 21 milliards de dollars plus tard, qu'est-ce qui a changé?

« Pas grand-chose », estime Russ Diabo, analyste politique originaire de Kahnawake. Ce dernier se réjouit des sommes investies dans les services et les programmes - « un bon début, quoiqu'insuffisant », fait-il remarquer. Mais il estime que l'enjeu principal a été occulté, soit le droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

« [L'argent] ne change pas le système, qui est basé sur la dépendance. Et cette dépendance ne va pas disparaître tant qu'on ne parle pas de la question de la terre pour la population autochtone croissante », dit celui qui s'est présenté l'année dernière pour diriger l'Assemblée des Premières Nations (APN).

À titre d'exemple, il cite la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, que Justin Trudeau a promis de mettre en œuvre. La déclaration, non-contraignante sur le plan juridique, établit des normes mondiales minimales pour la reconnaissance et la défense des droits des peuples autochtones.

Mais l'interprétation du document par le

gouvernement canadien n'est pas nécessairement la même que celle de l'ONU, souligne Russ Diabo, notamment son interprétation sur le droit de veto qu'auraient les Premières Nations aux projets qui traversent leur territoire. En approuvant des projets de pipelines, par exemple, le gouvernement ferait fi de ce droit, estiment de nombreux Autochtones.

Une enquête sur les femmes



Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde, lors de la rencontre des premiers ministres et des dirigeants autochtones à Big River First Nation, en Saskatchewan, en juillet dernier.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / JONATHAN HAYWARD

Lors de son mandat, le gouvernement a néanmoins déposé deux projets de loi visant les Autochtones, souligne le chef de l'APN, Perry Bellegarde, à Espaces autochtones. Le premier vise à revitaliser les langues autochtones (C-91) et l'autre a comme objectif de céder le contrôle de la protection de l'enfance aux communautés autochtones (c-92).

« Ce sont des réalisations notables, parmi de

nombreuses autres », affirme le chef dans une note écrite à Radio-Canada.

Les libéraux ont également tenu l'une de leurs plus importantes promesses, soit la mise sur pied d'une enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées, qui leur aura coûté 92 millions de dollars. Justin Trudeau a promis que les 231 recommandations du rapport final, remis en juin, ne resteraient pas sur une tablette.

Mais « cette commission d'enquête a connu trop de ratés », souligne la présidente de Femmes autochtones du Québec (FAQ), Viviane Michel. FAQ avait notamment proposé de suspendre temporairement cette enquête, qui a été critiquée par des familles des survivants et qui a été ponctuée de nombreuses démissions au sein même de l'organisation.

La mutation, puis la démission dans la foulée de la controverse SNC-Lavalin de l'ex-ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould, première Autochtone à occuper ce poste, a fait l'effet d'une douche froide pour plusieurs Autochtones. « Ça a été une claque pour tout le monde », dit Viviane Michel qui, comme de nombreux Autochtones, a salué « l'intégrité » de l'ancienne ministre.

Toujours des inégalités

Les inégalités entre les Autochtones et le reste de la population canadienne, en outre, perdurent. Par exemple, près d'un Autochtone sur cinq vit dans un logement nécessitant des réparations majeures, trois fois plus que les

non-Autochtones. Les Autochtones sont trois fois plus victimes d'agressions sexuelles que le reste de la population.

Le gouvernement continue par ailleurs de sous-financer les services destinés aux enfants des Premières Nations, qui sont toujours surreprésentés dans les foyers d'accueil. Une bataille que mène de front la militante et professeure à l'Université McGill Cindy Blackstock.

« Chaque fois que le gouvernement a annoncé des investissements, c'était en réaction d'ordonnances juridiques auxquelles le gouvernement fédéral s'est opposé », souligne celle qui a déposé une plainte auprès du Tribunal canadien des droits de la personne contre Ottawa en 2006. Depuis, Ottawa a été blâmé sept fois par le tribunal pour avoir discriminé les enfants des Premières Nations, en plus d'avoir été récemment condamné à verser 40 000 \$ à chaque enfant placé en foyer.

Qu'elle soit néo-démocrate, libérale, conservatrice ou verte, la prochaine administration aura devant elle un défi de taille pour redresser le niveau de vie de la population autochtone du pays.

Laurence Niosi



